



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'enseignement de l'économie marxiste aux économistes ruraux dans les pays non marxistes

Michel Petit

Citer ce document / Cite this document :

Petit Michel. L'enseignement de l'économie marxiste aux économistes ruraux dans les pays non marxistes. In: Économie rurale. N°140, 1980. pp. 30-37;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2745>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_140_1_2745

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

Teaching marxist economics is justified, according to the author who belongs to the neo-classical tradition, because marxism is at least a very good pedagogical means to make students conscious of the fundamental hypotheses, and hence of the limitations, of neoclassical economics. In a first part, marxism is presented as a general theory of economic and social development. This permits one to attract the students' attention on the relationships between production and distribution, on the social and political consequences of distribution phenomena, and on the difference between analytical and dialectical logic. The second part is devoted to some marxist authors' contributions to the analysis family farms in French agriculture, and the need for a global world perspective for understanding the problems of development and rural poverty. The paper ends on a plea for a complementarity, at least of pedagogical nature, between the marxist and the neoclassical traditions. This complementarity, it is true, can only be meaningful if one is convinced that ideological pluralism is absolutely necessary to the progress of scientific knowledge.

Résumé

L'enseignement de l'économie marxiste se justifie aux yeux de l'auteur, qui appartient à la tradition néo-classique, parce que le marxisme est au moins un très bon moyen pédagogique de prendre conscience des hypothèses fondamentales, et donc des limites, de l'économie néo-classique. Dans une première partie, le marxisme est présenté comme une théorie générale du développement économique et social, ce qui permet d'attirer l'attention des étudiants sur les rapports entre production et répartition, sur les conséquences sociales et politiques des phénomènes de répartition et sur la différence entre logique analytique et logique dialectique. La deuxième partie est consacrée à l'examen des contributions d'auteurs marxistes à l'analyse des deux problèmes contemporains, importants en économie rurale : la survie des exploitations familiales dans l'agriculture française et la nécessité d'une perspective mondiale pour comprendre les problèmes de développement et de pauvreté rurale. L'article se termine par un plaidoyer pour une complémentarité, au moins pédagogique, des deux traditions marxiste et néo-classique, complémentarité qui, il est vrai, n'a de signification que si l'on est convaincu de la nécessité impérieuse pour les progrès de la connaissance scientifique de respecter un pluralisme idéologique.

L'ENSEIGNEMENT DE L'ECONOMIE MARXISTE AUX ECONOMISTES RURAUX DANS LES PAYS NON MARXISTES *

Michel PETIT

Professeur à l'ENSSAA, Dijon

L'enseignement de l'économie marxiste se justifie aux yeux de l'auteur, qui appartient à la tradition néo-classique, parce que le marxisme est au moins un très bon moyen pédagogique de prendre conscience des hypothèses fondamentales, et donc des limites, de l'économie néo-classique. Dans une première partie, le marxisme est présenté comme une théorie générale du développement économique et social, ce qui permet d'attirer l'attention des étudiants sur les rapports entre production et répartition, sur les conséquences sociales et politiques des phénomènes de répartition et sur la différence entre logique analytique et logique dialectique. La deuxième partie est consacrée à l'examen des contributions d'auteurs marxistes à l'analyse des deux problèmes contemporains, importants en économie rurale : la survie des exploitations familiales dans l'agriculture française et la nécessité d'une perspective mondiale pour comprendre les problèmes de développement et de pauvreté rurale. L'article se termine par un plaidoyer pour une complémentarité, au moins pédagogique, des deux traditions marxiste et néo-classique, complémentarité qui, il est vrai, n'a de signification que si l'on est convaincu de la nécessité impérieuse pour les progrès de la connaissance scientifique de respecter un pluralisme idéologique.

TEACHING MARXIST ECONOMICS TO AGRICULTURAL ECONOMISTS IN NOT MARXIST COUNTRIES

Teaching marxist economics is justified, according to the author who belongs to the neo-classical tradition, because marxism is at least a very good pedagogical means to make students conscious of the fundamental hypotheses, and hence of the limitations, of neoclassical economics. In a first part, marxism is presented as a general theory of economic and social development. This permits one to attract the students' attention on the relationships between production and distribution, on the social and political consequences of distribution phenomena, and on the difference between analytical and dialectical logic. The second part is devoted to some marxist authors' contributions to the analysis family farms in French agriculture, and the need for a global world perspective for understanding the problems of development and rural poverty. The paper ends on a plea for a complementarity, at least of pedagogical nature, between the marxist and the neoclassical traditions. This complementarity, it is true, can only be meaningful if one is convinced that ideological pluralism is absolutely necessary to the progress of scientific knowledge.

La pertinence du marxisme dans la discipline économique reste un sujet très controversé. Marx lui-même a affirmé que la tâche principale de la philosophie était de transformer le monde, et que l'interprétation n'a de sens qu'en vue de cette transformation. Selon Lénine, « la contribution de Marx, le matérialisme et le socialisme scienti-

fique constituent la théorie et le programme du mouvement ouvrier dans tous les pays civilisés » (1). De nombreux économistes influencés plus ou moins consciemment par le positivisme en tant que philosophie des sciences rejettent totalement une telle position, affirmant que le but de la démarche scientifique est de rechercher

(*) Version révisée d'une communication présentée au Congrès de l'Association Internationale des Economistes Ruraux (Banff, Canada, septembre 1979). Cette deuxième version a bénéficié de nombreuses critiques, en particulier de D. Barthélémy, A. Barthez, D. Bergmann, M. Boulet, J. Brossier, G. Brown, A. Brun, J. Cavailles, R. Hoffmann, A. de Janvry, P. Lacombe, P. de la Vaissière, R. Pasca, A. Pouliquen, C. Servolin, que je remercie.

la vérité c'est-à-dire de comprendre le monde, tandis que le changer appartiendrait au domaine de l'action. Pour ces derniers il convient donc de distinguer l'homme de science du militant, alors que cette distinction n'a pas de sens pour un marxiste.

Personnellement, bien que je puisse voir les avantages de la distinction entre la pensée et l'action, je suis également conscient des limites de cette distinction, qui implique entre autres deux positions absolument intenable : d'une part, une division complète du travail entre les scientifiques et les décideurs, et d'autre part, l'idée qu'il est possible de tracer une limite entre ce que les économistes disent en tant que scientifiques, et ce qu'ils disent en tant que citoyens. Quoi que l'on pense de ces positions scientifiques, le point de vue essentiel justifiant cet article est que même pour les non-marxistes voulant comprendre le monde, Marx a quelque chose d'important à offrir. Quant à ceux qui ne sont pas convaincus de l'intérêt de cette contribution, ils doivent au moins tenir compte du fait que de nombreux économistes sont marxistes et utilisent le langage correspondant dans leur enseignement, et que de nombreux étudiants demandent des explications à ce sujet.

Dans cette perspective, il doit être clair que je ne me considère pas comme un marxiste (2) et par suite que je ne suis pas un spécialiste de Marx. Toutefois, j'ai accepté l'invitation de présenter une communication sur l'enseignement de l'économie marxiste aux étudiants en économie rurale parce que je suis convaincu que le marxisme est très important pour tous les économistes. Dans les pays où le marxisme n'est pas la doctrine officielle de l'Etat (définition que je donne à l'expression « pays non-marxistes » dans le titre qui m'a été proposé), l'enseignement de la théorie marxiste est un moyen pédagogique extrêmement efficace pour faire prendre conscience aux étudiants des limites de l'approche néo-classique, qui reste à mes yeux un outil très utile d'analyse. L'expression approche néo-classique est prise ici dans un sens très large, elle désigne une attitude intel-

lectuelle générale par rapport aux problèmes économiques, appartenant à la tradition analytique illustrée par de nombreux économistes depuis Alfred Marshall et Léon Walras, comprenant Keynes et les post-keynésiens, et aujourd'hui tous les lauréats du prix Nobel d'économie. En outre, l'enseignement de l'économie marxiste a l'avantage d'aider les étudiants à mieux comprendre les bases théoriques des conflits idéologiques si apparents dans de nombreuses sociétés. Très souvent, les étudiants ayant une formation très limitée en économie ont des préjugés résultant d'une adhésion sentimentale à une idéologie vague. Il est essentiel que les futurs économistes soumettent ces préjugés à des tests rigoureux de cohérence logique interne et de cohérence avec l'expérience. Le but n'est donc pas de prêcher une doctrine mais de développer leur esprit critique.

Bien sûr, cette communication s'appuie beaucoup sur notre expérience d'enseignement à l'E.N.S.S.A.A. (3) où depuis plus de dix ans le marxisme a toujours fait partie du programme. Toutefois étant donné la nature particulière des étudiants de l'E.N.S.S.A.A. (des diplômés d'agronomie générale ayant une formation limitée en économie et suivant en groupes d'effectifs relativement limités – rarement plus de 15 – un enseignement de 3^e cycle dans une école dite d'application les préparant à devenir des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture principalement impliqués dans l'enseignement technique agricole), notre expérience n'est pas transférable à la plupart des situations universitaires. Cependant j'ai essayé de tirer de cette expérience des leçons ayant une valeur générale. Tout d'abord, nous discuterons comment une présentation de l'économie marxiste en tant que théorie générale du développement économique peut clairement montrer les principales limites des théories néoclassiques et la nature partielle des analyses habituellement conduites par les économistes appartenant à la tradition néo-classique. Dans la deuxième partie de cet article, l'accent sera mis sur quelques problèmes spécifiques de l'économie rurale. Ici encore il sera montré que les contributions marxistes peuvent être considérées comme très complémentaires des analyses néo-classiques.

I – PRESENTATION DE L'ECONOMIE MARXISTE COMME UNE THEORIE GENERALE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Bien entendu, la contribution principale de Marx à la science économique est la théorie du mode de production capitaliste et plus généralement l'analyse du développement économique historique en termes de modes de production. Dans cette perspective, les auteurs marxistes soulignent souvent ce qu'ils appellent la nature apologétique de l'économie bourgeoise. L'essentiel de la critique a déjà été exprimé par Marx, quand il a écrit : « en disant que les rapports actuels – les rapports de la production bourgeoise – sont naturels, les économistes font entendre que ce sont là des rapports dans lesquels se crée la richesse et se développent les forces productives conformément aux lois de la nature, plutôt des lois naturelles indépendantes de l'influence du temps, des lois éternelles qui doivent toujours régir la société » (4). N'est-il pas vrai que de nombreux économistes ruraux formés dans la tradition néo-classique, s'appuyant sur un cadre théori-

que où les modèles de comportement individuel occupent une place privilégiée, tendent à mettre en valeur les avantages des ajustements par le marché, sans prêter une attention suffisante aux conditions spécifiques dans lesquelles les marchés fonctionnent et se développent. L'expression courante « imperfections du marché » est elle-même tout-à-fait révélatrice. Elle suggère en effet qu'un petit peu d'intelligence, plus peut-être un peu de courage politique, suffira à corriger les imperfections. La contribution marxiste ici est de soulever des questions importantes concernant les causes de développement de ces imperfections (5), causes qui bien entendu doivent être élucidées avant de pouvoir prescrire une correction.

Prendre les institutions comme des données, ce que nous faisons bien trop souvent, est également lié à un biais courant parmi les économistes ruraux privilégiant la

production aux dépens des problèmes de répartition. La théorie de Marx est utile pour prévenir les étudiants contre ce biais. Placer la lutte des classes au centre de l'histoire humaine a l'avantage d'appeler notre attention sur les nombreux conflits d'intérêts soulevés par tout processus de développement économique. Bien sûr la contribution positive de la théorie néo-classique de la répartition des revenus demeure essentielle. Relier la rémunération des facteurs de productions à leur productivité marginale est certainement très utile dans les analyses concrètes. Mais le traitement différentiel du travail et du capital proposé par Marx avec ses concepts de valeur travail et d'exploitation, sur lesquels est fondé le concept de rapports de production, fournit un point de vue fort intéressant pour l'investigation des rapports entre croissance économique et répartition des revenus. Avec un tel cadre de références, il n'est plus possible d'affirmer sereinement que le bien-être des plus pauvres ne peut être accru que par la croissance économique et de n'examiner qu'ensuite la répartition des revenus. L'accent mis sur les classes sociales, en tant que catégories essentielles à prendre en compte dans la répartition des revenus, a l'avantage de fournir une piste pour relier les analyses économiques, sociales et politiques. Dans ce sens, le concept est supérieur à l'approche néo-classique qui s'exprime en termes, de rémunération des facteurs de production. Mais il faut bien dire que l'avantage est limité puisque les principales classes de Marx dans le mode de production capitaliste les travailleurs et les capitalistes, sont définies par les rapports qu'ils ont entre-eux du fait précisément des facteurs de production (travail et capital) qu'ils fournissent. Les autres classes sont toujours des sources de difficultés dans les analyses concrètes comme l'illustrent les nombreux débats à ce sujet parmi les marxistes. Malgré ces limites les concepts de classe sociale et de rapports de production peuvent être toujours pris comme des sources de questions intéressantes dans l'analyse des rapports entre la croissance de la production, la répartition des revenus et la dynamique du changement social.

Outre cette façon d'appeler l'attention des étudiants sur des aspects importants des phénomènes économiques – aspects que les économistes formés dans la tradition néo-classique ont tendance à négliger même si l'économie néo-classique a quelque chose à dire à leur sujet – l'approche marxiste a deux autres mérites : son traitement des rapports entre les sciences sociales et le fait qu'elle repose sur la logique dialectique par contraste avec la logique analytique. L'expression approche marxiste est utilisée par analogie avec l'expression approche néo-classique, et désigne une attitude intellectuelle générale concernant les phénomènes sociaux. Tous les économistes sont d'accord pour penser que leur discipline ne s'occupe que d'aspects partiels du comportement humain. Grâce en particulier à la nouvelle « household economics » (6), nous savons certes que le domaine de l'investigation économique peut être plus large que ce que les manuels traditionnels indiquent. Mais même les tentatives de l'école de Chicago, aussi intéressantes soient-elles, ne peuvent pas nous satisfaire complètement si l'on admet que les phénomènes humains ont une unité. En effet les autres sciences sociales ont contribué à leur compréhension ; malheureusement nous ne savons pas comment relier entre eux ces domaines de connaissance. Cet échec peut être illustré sur l'exemple de l'adoption des innovations par les agriculteurs, une

question importante pour les économistes ruraux à la fois d'un point de vue théorique et pratique. Les sociologues ruraux ont fait beaucoup de travaux sur ce sujet (7), qui a donné lieu aussi à des travaux économétriques intéressants, un pionnier dans ce domaine ayant été Zvi Griliches (8). A un certain moment, une controverse a opposé les économistes et les sociologues. Griliches a soutenu que les déterminants essentiels du rythme des changements techniques étaient les variables économiques, que les variables sociologiques n'étaient importantes que pour déterminer qui sera le premier ou le dernier à adopter une nouvelle pratique dans une zone donnée. Sous la pression des sociologues qui ont souligné que si les raisons économiques étaient les seuls déterminants de l'adoption des pratiques améliorées, celles-ci seraient adoptées dès que leurs avantages économiques pouvaient être démontrés, Griliches, a reculé écrivant qu'il n'y avait finalement aucun avantage à opposer un facteur à un autre dans l'explication des vitesses d'adoption. La controverse est alors tombée ; on doit admettre toutefois que si elle a eu l'avantage de montrer la pertinence à la fois de l'économie et de la sociologie pour l'étude de l'adoption des innovations, elle ne nous a pas appris grand chose sur les rapports entre ces deux sciences sociales. Je suis personnellement convaincu que cette stérilité provient de l'idée que les domaines des différentes sciences sociales peuvent être juxtaposées. Ce point de vue amène inéluctablement à l'impérialisme intellectuel, l'extension du domaine de l'une n'étant possible qu'aux dépens de l'autre. La controverse entre Griliches et les sociologues, Rogers et Havens, peut probablement être interprétée dans ces termes. Par contraste, l'approche marxiste fournit une piste tout-à-fait différente. Les conflits d'intérêt jouent un rôle central dans la vision marxiste des phénomènes économiques. Ils peuvent aussi occuper une place essentielle dans une analyse de la société par les sociologues (9). Une telle analyse ne va certes pas sans poser de problèmes, mais elle ouvre au moins des perspectives fort intéressantes (10). L'approche de Marx est aussi pertinente dans le domaine des sciences politiques. Par exemple, peu de personnes peuvent être en désaccord avec Beteille quand il écrit : « Le 18 Brumaire est une analyse magistrale du jeu complexe des intérêts des différentes classes et couches sociales dans la France du 19^e siècle ». Dans la même perspective, l'Etat est considéré comme faisant partie de l'ensemble de la formation sociale. Ce point de vue doit être contrasté avec celui de la tradition néo-classique qui place l'Etat comme exogène à la plupart des modèles économiques (11). Remarquons d'ailleurs que cette vision unitaire des phénomènes humains que propose le marxisme et dont nous venons de souligner l'intérêt est précisément l'une des difficultés du dialogue entre marxistes et non marxistes. La vision unitaire fait peur car elle recèle un danger de totalitarisme intellectuel.

La vision unitaire unitaire du marxisme repose sur la logique dialectique que l'on peut contraster avec la logique analytique qui est à la base de la plupart des disciplines scientifiques, y compris la tradition de l'économie néo-classique. La logique dialectique a particulièrement été illustrée par Marx et par Freud le créateur de la psychanalyse. Le point fondamental de la différence repose dans la conception même de ce qu'est le changement (12). Pour la dialectique l'être et le devenir sont intimement liés ; par exemple, l'origine d'un changement

dans une société doit être recherchée dans ses contradictions internes. Pour la logique analytique au contraire, un changement dans une variable est toujours lié à un changement dans un autre. Par suite, tout phénomène peut être analysé en termes d'un système de variables qui s'influencent mutuellement – il s'agit des variables endogènes – mais qui sont également influencées par d'autres variables déterminées à l'extérieur du système (les variables exogènes). Pourtant comme Georgescu-Roegen l'a souligné : « La réalité est sans couture. Aussi c'est lui faire violence que de la découper, comme le fait l'analyse, en des morceaux distincts en nombre fini, afin de faciliter notre compréhension » (13). Ceci exprime clairement, me semble-t-il, la position philosophique sous-jacente à ma conviction que le marxisme peut aider

les économistes ruraux formés dans la tradition néo-classique à devenir plus conscients des limites de leurs outils d'analyse. Réciproquement, plusieurs critiques m'ont fait remarquer que le marxisme pouvait et devait être complété par une approche analytique dans laquelle serait reconnu le fait qu'en dynamique les variables exogènes deviennent à leur tour endogènes dans le cadre d'une explication plus globale. Personnellement, je suis d'accord avec ce point de vue mais il ne faut pas se cacher que ceci revient à trancher peut-être un peu vite, un vieux débat sur la compatibilité entre cybernétique et dialectique qui reposent peut-être sur deux conceptions du temps, la première sur un temps continu et la seconde sur un temps discontinu où les notions de cris et de changements qualitatifs jouent un rôle essentiel.

II – CONTRIBUTION DES AUTEURS MARXISTES A L'ANALYSE DE QUELQUES PROBLEMES D'ECONOMIE RURALE

Il n'est pas question d'entreprendre ici une revue complète de la littérature marxiste sur l'agriculture. Pour notre propos, il suffira de choisir quelques cas illustrant la fécondité d'une approche marxiste et la complémentarité de ses résultats avec ceux apportés par des analyses néo-classiques. Les questions discutées ci-dessous – la survie de l'exploitation familiale dans l'agriculture française et l'analyse du développement rural et de la pauvreté rurale à l'échelle mondiale – reflètent naturellement nos propres préoccupations à l'ENSSAA. Mais la pertinence de ces questions pour tous les économistes ruraux est tellement évidente qu'il ne semble pas nécessaire de présenter une justification plus élaborée pour les discuter ici.

1. La survie des exploitations familiales dans l'agriculture française

Marx semble avoir été convaincu qu'à terme l'exploitation paysanne disparaîtrait et que des rapports de production capitaliste se développeraient à l'intérieur de l'agriculture comme à l'intérieur des autres secteurs (14). A la fin du 19^e siècle, Kautsky a réexaminé cette question (15) parce qu'elle avait une incidence politique directe. Ses investigations furent entreprises à la suite des discussions « qui s'engagèrent autour du programme agraire dont les délibérations de la démocratie socialiste allemande, au congrès de Francfort, avaient provoqué l'élaboration, et qui fut repoussé au congrès de Breslau » (16). La question se posait parce que « sans aucun doute – et nous admettons cela comme démontré – l'agriculture ne se développe pas selon le même processus que l'industrie, elle suit des lois propres » (17). Le point essentiel est l'observation, faite à la fin du 19^e siècle, et dans une certaine mesure encore valable aujourd'hui, que les petites exploitations paysannes coexistent avec les grandes exploitations. Kautsky toutefois souligne que « si l'on veut étudier la question agraire selon la méthode de Marx, la question n'est pas seulement de savoir si la petite exploitation a un avenir dans l'agriculture ; on doit, au contraire, rechercher toutes les transformations qu'éprouve l'agriculture au cours du régime de la production capitaliste. On doit rechercher si et comment le capital s'empare de l'agriculture, la révolutionne, ébranle les anciennes formes de production et de propriété et crée la

nécessité de nouvelles formes » (18). Par suite, Kautsky essaie d'expliquer pourquoi les petites exploitations paysannes peuvent coexister avec les grandes exploitations employant des salariés, malgré la supériorité technique qu'il attribue aux secondes. Il voit les facteurs de résistance des petites exploitations paysannes dans la possibilité pour les paysans de se procurer un revenu complémentaire en s'engageant comme travailleurs dans les grandes exploitations, et, quand l'emploi n'est pas disponible, dans leur capacité de travailler davantage et de consommer moins. Mais Kautsky conclut : « Ce fut l'industrie qui produisit les conditions techniques et scientifiques de l'agriculture rationnelle qui les révolutionna par les machines et les engrais artificiels, par le microscope et le laboratoire de chimie et établit ainsi la supériorité de la grande exploitation capitaliste sur la petite exploitation paysanne » (19). Bien évidemment ces idées sur la supériorité technique des grandes exploitations sont partagées pour l'essentiel par les responsables des politiques agricoles dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est (20). Pourtant en Europe Occidentale, l'évolution des exploitations au cours du 20^e siècle ne semble pas confirmer cette supériorité, même si l'influence de l'industrie, comme Kautsky l'avait prévu, a été très importante. Cet écart entre l'évolution qui avait été prévue et celle qui s'est réalisée soulève une question que les économistes ruraux marxistes contemporains ont largement discutée, particulièrement la France, J. Cavallès (21) donne une définition claire du problème : « Dans la quasi totalité des secteurs de l'activité économique, le développement du capitalisme s'est traduit par la concentration et une centralisation croissante des moyens de production et par un accroissement du nombre des salariés par rapport aux non salariés ; cette évolution a conduit à une situation où quelques firmes internationales contrôlent les secteurs de l'économie mondiale et règnent en maîtres sur des armées de millions de prolétaires... Or rien de tel ne s'est produit dans le secteur agricole : le salariat régresse, la concentration des moyens de production existe bien en longue période mais progresse à un rythme extraordinairement faible en regard du taux de concentration des branches industrielles, la centralisation du capital ne se produit pas. Une telle situation appelle donc une explication et de nombreux marxistes se sont attelés à cette tâche ».

Dans un article qui a fait date, Servolin (22) a soutenu que les exploitations paysannes appartiennent à un mode de production particulier qu'il appelle la petite production marchande. Ce mode est confronté et transformé par le mode de production capitaliste mais n'est pas dissous par lui. Ce qui se produit est la reproduction et l'élargissement des exploitations appartenant au mode de la petite production marchande. Le petit producteur est forcé « de produire de plus en plus pour un marché, d'acheter des quantités croissantes de biens de production et d'équipements de plus en plus coûteux, de recourir de plus en plus au crédit ». C'est précisément parce que les exploitations familiales peuvent faire cela qu'elles sont plus efficaces que les grandes exploitations capitalistes. En fait il n'est pas vraiment nécessaire d'être marxiste, pour arriver à cette conclusion. Servolin cite d'ailleurs Glenn Johnson qu'il qualifie de « très orthodoxe économiste rural américain », et qui a écrit : « Un cynique pourrait affirmer que l'exploitation familiale est une institution qui fonctionne pour entraîner les familles des exploitants à fournir une grande quantité de travail et de capitaux à un taux de rendement inférieur à ce qui est normal, afin d'apporter à l'économie des produits agricoles à bas prix » (23). Mais Servolin place l'argument dans une perspective marxiste. Le développement de ces exploitations appartenant à la petite production marchande, « nécessite donc et permet le développement croissant d'un capital industriel, commercial et financier auquel l'exploitation se lie de plus en plus intimement ».

Ces idées peuvent jouer un rôle très utile dans le processus d'enseignement, elles suggèrent clairement la possibilité de construire un cadre d'analyse théorique pour une analyse globale du processus de développement agricole, situant les interrelations entre les diverses forces sociales. Je crois avoir montré ailleurs (24) comment cette approche peut compléter une analyse mettant l'accent sur le fonctionnement interne et l'insertion dans l'économie marchande des exploitations pour rendre compte du maintien et même du renforcement du caractère familial des exploitations agricoles d'Europe Occidentale. Le fait que de nombreux économistes ruraux contemporains marxistes français aient critiqué la thèse de Servolin, pensant qu'il avait mal interprété Marx, renforce plutôt qu'il ne réduit l'intérêt de faire lire ses écrits à des étudiants. La controverse elle-même est très instructive pour illustrer les difficultés de l'utilisation de concepts théoriques complexes dans les analyses de situations concrètes.

En termes théoriques l'argument de Servolin est basé sur des développements relativement récents (25) concernant l'articulation entre modes de production. En économie rurale, plusieurs critiques lui ont été faites ; ainsi par exemple, Barthélémy et Blanc ont remarqué que la tradition marxiste a trop mis l'accent sur l'existence d'un processus de travail souvent rencontré dans l'industrie et parfaitement adapté aux rapports de production capitaliste. Par suite l'opposition entre la petite exploitation familiale et la grande exploitation capitaliste a trop retenu l'attention conduisant à négliger : « une forme sociale originale : la grande exploitation familiale de la paysannerie aisée » (26). Toutefois « la question fondamentale qui reste à résoudre est de comprendre les raisons de ce renforcement » (du caractère familial des unités de production en agriculture). Ils rejettent l'analyse de Servolin en terme de deux modes de production, soutenant que le

concept même de mode de production concerne l'organisation d'une société dans son ensemble à un moment donné. J. Cavailhès (27) fournit une critique plus radicale des concepts théoriques de Servolin. Utilisant l'analyse de la décomposition de la paysannerie présentée par Lénine, il soutient que les exploitations familiales doivent être essentiellement considérées comme appartenant à la petite bourgeoisie, c'est-à-dire une classe en transition, la plupart de ses éléments sont appelés à rejoindre les rangs du prolétariat, quelques-uns étant capables de devenir des capitalistes. L'existence de la deuxième catégorie conserve les espoirs de ceux dont le destin n'est pas encore clair. L'argument a le grand mérite de rendre compte du processus d'élimination massive de la paysannerie en France, comme dans de nombreux autres pays occidentaux, et des positions idéologiques et politiques ambiguës prises par de nombreuses organisations paysannes depuis plus d'un siècle.

D'autres auteurs tels que Evrard, Hassan et Viau (28), et dans une moindre mesure Mollard (29), soulignant le rôle des industries agro-alimentaires, soutiennent que bien que les exploitants agricoles vendent des produits agricoles et non pas leur force de travail, leur rapport avec les capitalistes du secteur agro-industriel est équivalent à un rapport d'exploitation. Cette analyse renvoie bien sûr aux fondements de la valeur, question théorique fondamentale et encore mal élucidée comme l'illustrent les débats suscités par la thèse d'Evrard et de ses collègues.

Bien entendu, cette revue sommaire de la littérature française sur le sujet n'est pas complète. Elle devrait être suffisante cependant pour illustrer notre point de vue que les controverses sont vives et soulèvent des questions théoriques et empiriques fournissant ainsi un bon terrain d'exercice pour les étudiants en économie rurale qui peuvent ainsi prendre conscience de la nécessité et des difficultés du va-et-vient permanent entre l'observation de la réalité et la discussion des hypothèses théoriques. Il peut être aussi montré sur cet exemple que les contributions des auteurs marxistes sont très complémentaires avec celles des économistes appartenant à la tradition néo-classique. En effet, si les marxistes négligent beaucoup trop les processus micro-économiques y compris même les comportements d'exploitants appartenant à des couches sociales différentes (différences qui devraient avoir une grande importance dans leur approche), ils appellent notre attention sur les interrelations, les interactions entre les forces sociales modelant tout processus de développement économique et en tant que tel, sur la dynamique à long terme des changements dans l'agriculture, sujets que les analyses néo-classiques abordent souvent par morceaux et non globalement. Une remarque à peu près du même ordre peut être faite sur l'exemple du développement rural envisagé à l'échelle mondiale.

2. Développement et pauvreté rurale : la nécessité d'une perspective mondiale.

Le travail fondamental de Rostow (30) sur les étapes de la croissance économique fournit un cadre systématique d'analyse du processus de développement considéré comme universel, tous les pays suivant le même chemin mais ayant atteint différents stades sur ce chemin. Cette approche a été critiquée de façon très brillante par

Frank (31) et Amin (32). Elle néglige en effet les rapports historiques entre les économies développées et les économies en voie de développement qui ont totalement transformé les sociétés du tiers-monde. Ce jugement est analogue à la critique faite par Lévi Strauss de ce qu'il a appelé l'évolutionnisme social (33) : une tentative pseudo-scientifique « pour supprimer la diversité des cultures tout en feignant de la reconnaître pleinement. Car si l'on traite les différents états dans lesquels se trouvent les sociétés humaines, tant anciennes que lointaines, comme des stades ou des étapes d'un développement unique qui, partant du même point, doit les faire converger vers le même but, on voit bien que la diversité n'est plus qu'apparente. L'humanité devient identique à elle-même ; seulement cette unité et cette identité ne peuvent se réaliser que progressivement et la variété des cultures illustre les moments d'un processus qui dissimule une réalité plus profonde ou en retarde la manifestation ». Plus tard, il affirme que la civilisation implique la coexistence de cultures présentant un maximum de diversité entre elles.

Revenant au développement économique, on peut bien sûr souligner que toutes les théories sont faites d'hypothèses simplificatrices. Ainsi, il peut être parfaitement légitime dans l'étude des processus de développement d'ignorer les rapports entre les pays développés et les pays en voie de développement. Admettant ce point de vue, le moins qu'on puisse attendre de l'analyste c'est qu'il se souvienne au moment de la discussion des résultats du caractère simplificateur de l'hypothèse posée au départ, hypothèse qui porte ses propres limites en termes d'analyse positive et qui a en outre des conséquences idéologiques et politiques importantes. Dans cette perspective, l'existence d'une théorie alternative, fondée sur les concepts de centre et de périphérie du mode de production capitaliste (34) et sur celui d'échange inégal (35), avec la détérioration nécessaire des termes de l'échange qui en résulte, peut jouer un rôle utile au moins pour rappeler les limites de l'approche néoclassique (36). Les auteurs de cette théorie mondiale du développement n'ont pas dit grand chose sur l'agriculture. Dans une revue brève, Samir Amin (37) soutient que les formations sociales de la périphérie sont en général dominées par le capitalisme agraire qui, il est vrai, peut prendre plusieurs formes. Plus intéressants peut-être pour notre propos, les écrits de quelques experts agricoles, tels que René Dumont, semblent cohérents avec cette approche générale même s'ils ne sont pas construits explicitement sur les concepts de centre et de périphérie (38). Soulignant que le livre célèbre « Limits to Growth » a montré l'impossibilité physique de généraliser au monde entier les modes de consommation occidentaux, en particulier ceux des Etats-Unis, Dumont accuse clairement l'économie capitaliste d'être engagée dans un mouvement « quasi irréversible » qui, s'il n'est pas contrôlé, conduira l'humanité à la catastrophe. L'importance de ces questions est évidente, mais elles sont trop générales pour fournir véritablement un bon terrain d'exercice pour la formation d'étudiants qui ont besoin d'apprendre à confronter les développements théoriques avec des informations précises, c'est-à-dire qui ont besoin d'apprendre à tester des hypothèses bien précisées. Dans cette perspective, les

écrits récents de A. de Janvry présentent un grand intérêt. Ce sont en effet des tentatives d'analyse de questions précises relatives au développement agricole (réforme agraire en Amérique Latine (39), programme de développement rural (36), innovations techniques et institutionnelles (40) dans un cadre théorique explicite utilisant plusieurs concepts marxistes fondamentaux. Il présente des vues intéressantes sur les enjeux, en termes de conflits sociaux, impliqués dans les questions concrètes de politique économique correspondant à ces sujets. Une contribution récente (41) développe le cadre théorique. Les deux auteurs distinguent cinq niveaux d'analyse (l'organisation du ménage paysan, sa logique économique, les mécanismes de l'extraction du surplus, l'insertion des paysans dans le mode particulier de production, la dynamique de la transformation de la paysannerie) et montrent que cette classification leur permet de présenter de façon cohérente un ensemble de données sur la paysannerie rassemblées dans le département de Cajamarca (Pérou). Si ce cadre de référence peut être utilisé utilement dans d'autres études, il constituera probablement une étape intéressante vers l'intégration si nécessaire des phénomènes micro-économiques dans l'approche marxiste.

Au total, cette approche peut permettre aux étudiants de prendre mieux conscience du jeu complexe des forces sociales, fondées sur des intérêts économiques, impliquées dans tout processus de développement rural. En particulier, elle fournit une piste pour expliquer pourquoi dans de nombreux pays en voie de développement les politiques agricoles sont défavorables aux paysans et marquées par ce que l'on appelle le biais urbain souvent dénoncé par les économistes néo-classiques (42). Ainsi peut-on faire ressortir que l'analyse des questions de politique économique doit être conduite en termes d'une économie politique analytique qui combine la tradition de l'économie politique et celle de l'analyse économique.

Etant donné toutefois le caractère très général des questions abordées par cette approche, de nombreux points restent à préciser. Par suite, une adhésion rigide aux conclusions obtenues jusqu'à maintenant constituerait une attitude trop dogmatique qui devrait être dénoncée. Nous touchons là une difficulté très sérieuse de la position intellectuelle proposée dans l'ensemble de cette communication : la plupart des auteurs qu'ils soient marxistes ou néoclassiques, croient à la supériorité de leur approche, et, par suite, ils n'acceptent pas la complémentarité mise en exergue ici. Il faut reconnaître d'ailleurs qu'il conviendrait de préciser davantage la portée théorique de cette complémentarité pédagogique. En effet si l'on ne peut pas s'attendre à ce que l'unanimité se fasse sur le rôle central assigné par les marxistes à la lutte des classes (43) en revanche on peut espérer que de nombreux économistes ruraux reconnaîtront rapidement qu'ils ont quelque chose à apprendre à des collègues appartenant à d'autres courants que le leur. Pour reprendre une expression proposée par A. Brun, la cybernétique de la régulation par le marché et la dialectique des contradictions sont peut-être conciliables.

CONCLUSION

elect

La thèse essentielle développée ici est que les approches marxistes et néo-classiques peuvent être très complémentaires dans la formation des économistes ruraux, en particulier dans les « pays non marxistes ». L'économie marxiste peut être très utile pour mettre en lumière les hypothèses fondamentales souvent implicites des théories néo-classiques et les limites des analyses conduites dans cette tradition. Dans cette perspective, les contributions générales bien connues du marxisme (perspective historique, conflits d'intérêts fondés sur la position économique des groupes sociaux, position déterminée par leur place dans les processus de production, relations entre les sciences sociales, accent mis sur la logique dialectique plutôt que sur la logique analytique) sont très importantes. En outre, des écrits récents d'auteurs marxistes, sur la place des exploitations familiales dans le mode de production capitaliste et sur l'analyse du développement et de la pauvreté rurale, illustrent la contribution que l'approche marxiste peut ajouter aux analyses menées dans la tradition néo-classique. Bien qu'elles soient plus spécifiques, ces contributions peuvent être exprimées ici aussi en termes de perspective historique, de globalité des phénomènes étudiés, et de conflits entre groupes sociaux.

Mais lorsque l'on présente cette complémentarité aux étudiants, on est confronté à diverses difficultés. Tout d'abord on l'a vu, il n'est pas possible d'exprimer clairement, dans des termes acceptables par tous – marxistes et non marxistes – les bases théoriques d'une telle complémentarité. Pour de nombreux marxistes en particulier, l'apport du calcul économique, issu de la théorie néo-classique se réduit à ce qu'ils appellent une « praxéologie », c'est-à-dire un ensemble d'outils susceptibles d'éclairer les décisions. Ces outils n'ont pas le caractère d'une connaissance scientifique rendant compte des rapports sociaux, la question fondamentale posée aux économistes, et, ce qui à leurs yeux est très lié, orientant toute action militante. Ainsi même si bien sûr ils n'ont pas un point de vue monolithique, la plupart serait d'accord avec Amin quand il écrit à propos de « l'art de gestion » produit par ce qu'il appelle « la science économique académique » : « la nature même de la problématique de cet art – la maximisation de certaines grandeurs économiques (le profit ou le produit) sous des contraintes données (notamment la contrainte de « raretés des ressources »)

à un moment donné et dans des systèmes donnés (ici, le mode de production capitaliste, ce que l'on oublie de dire le plus souvent) interdit de voir dans cet ensemble de « techniques » une alternative à la science sociale » (44). Le pluralisme philosophique que je soutiens ici est condamné comme ~~électrique~~, c'est-à-dire comme incohérent en dernière analyse. En revanche, à l'ENSSAA au moins, la nécessité d'un pluralisme d'opinions en matière d'enseignement est affirmée et défendue par tous. Cet accord repose probablement sur un consensus minimum plus ou moins tacite concernant quelques critères que tout discours scientifique doit satisfaire. Ceux-ci sont essentiellement les tests habituels de cohérence logique interne, de cohérence avec l'expérience et de communicabilité (45). Toutefois, des controverses sont soulevées par le processus même de l'application de ces tests. La logique dialectique facilite l'évasion par rapport aux tests de cohérence parce que, quand l'analyse est confrontée à une incohérence apparente, l'analyste est toujours tenté pour l'expliquer de faire appel à une contradiction, restée implicite dans son argumentation jusqu'à maintenant, mais qui apparaît comme faisant légitimement partie après coup du raisonnement dialectique d'ensemble. Inversement, les analyses menées dans la tradition néo-classique apparaissent toujours comme abordant des problèmes très partiels, et par suite ne satisfaisant pas le test de cohérence avec l'expérience d'un ensemble assez large d'observations.

Une autre difficulté est due au malaise intellectuel éprouvé par les étudiants ayant été confrontés à un programme d'enseignement pluraliste. Ils peuvent être tentés, puisque les enseignants ne peuvent pas se mettre d'accord entre eux, de croire que le choix d'une position idéologique est une affaire purement gratuite, qui ne peut être soumis à aucun test rigoureux. En fait il n'est pas facile de juger l'importance réelle de ce danger. Mon propre sentiment est que, dans l'ensemble, notre programme d'enseignement conduit les étudiants à mettre en question leur adhésion idéologique a priori et donc à les rendre plus conscients des limites des théories qu'ils utiliseront dans les analyses concrètes. Si cette conviction est fondée, nous pouvons dire que le programme a réussi à déplacer vers l'extérieur la frontière du domaine de la connaissance objective et à réduire le domaine des positions idéologiques a priori.

NOTES

1. LENINE V. – *Marx, Engels, Marxisme*, Ed. de Moscou, p. 12. Cité par J. CAVAILHES, 1976.

2. Le terme utilisé ici doit être pris dans sa connotation philosophique.

3. ENSSAA : Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agonomiques Appliquées.

4. MARX K. – *Misère de la Philosophie*. Œuvres, tome I. Paris, NRF, 1963.

5. A cet égard, comme le remarquent de nombreux collègues, de nombreux auteurs non-marxistes ont souligné les « imperfections » et analysé leurs conséquences. Sans nier l'intérêt de ces contributions, on peut remarquer que l'originalité du courant marxiste est de proposer un schéma global d'explication des transformations économiques et sociales, en particulier des conditions du développement de l'économie marchande. On a donc là une piste pour expliquer les causes de ces « imperfections ».

6. Voir pour information : BECKER, G.S. – A theory of the Allocation of Time. *Economic Journal* (75), p. 493-517, et NERLOVE

M. – Economic Growth and Population. Perspectives of the « New Home economics » (version révisée de l'article JPE). ADC Reprint, novembre 1974.

7. Voir pour information ROGERS E.M. – *Diffusion of Innovations*. New York, Free Press, 1960.

8. GRILICHES Z. – Hybrid Corn : An exploration in the Economics of Technical Change. *Econometrica* (25), p. 501-522, 1957.

9. A cet égard, le cheminement intellectuel de M. Jollivet est intéressant : il a fait partie de l'équipe de Mendras qui a étudié la diffusion des innovations en agriculture ; et il parle aujourd'hui, à propos « des paysans face au progrès », de « lutte de classes au village ».

10. BETEILLE A. – *Marxism and Modern Sociology. Six Essays in Comparative Sociology*. Delhi, Oxford University Press, 1974.

11. Une variable exogène peut être importante dans l'analyse, mais l'analyse ignore comment elle est déterminée, l'effet en retour du système sur la variable est négligé. Pour une définition rigoureuse, voir JOHNSTON J. – *Econometric Methods*. New York, Mc Graw Hill, 1963, p. 232.

12. PETIT M. – Relationships among various aspects of agricultural changes. *European Review of Agricultural Economics* (3), 2/3, TABAC Special issue, 1975.

13. GEORGESCU ROEGEN N. – Process Analysis and the Neo-classical Theory of Production. *American Journal of Agricultural Economics* (54), 2, 1972, p. 281-282.

14. MARX K. – *Le Capital*, ch. XV, in *Œuvres*. Economie, Paris, collection la Pléiade, p. 996.

15. KAUTSKY K. – *La question agraire, Etude sur les tendances de l'agriculture moderne*. Ed. Française, Paris : Giard et Brière, 1900 ; facsimile, Maspero.

16. Ibid., première phrase de la préface.

17. Ibid., p. 5.

18. Ibid., p. 6.

19. Ibid., p. 448.

20. Voir, pour information, BROSSIER J. et PETIT M. – Un exemple d'agriculture socialiste : l'agriculture bulgare. *Etudes Rurales* (60), p. 55-72, 1975.

21. CAVAILHES J. – L'analyse léniniste de la décomposition de la paysannerie et son actualité. *Critiques de l'Economie Politique* (23), 1976, p. 110-142.

22. SERVOLIN C. – L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. *L'Univers politique des paysans*, Paris : A. Colin, 1972.

23. JOHNSON G.L. – The family farm and its problems, in U. PAPI et C. NUNN (edit.) – *Economic Problems of Agriculture in Industrial Societies*. Londres, Mc Millan, 1969.

24. PETIT M. – Evolution de l'agriculture et caractère familial des exploitations agricoles, *Economie Rurale* (106), mars-avril 1975, pp. 45-55.

25. Voir ALTHUSSER L. et BALIBARE. – *Lire Le Capital*. Paris, Maspero, 2^e édit. 1970.

26. BLANC M. et BARTHELEMY D. – *Le procès de travail capitaliste et le développement d'une agriculture familiale dans la France contemporaine*. Dijon, INRA, série Economie et Sociologie Rurales, 1974.

27. CAVAILHES J., op. cit.

28. EVRARD P., HASSAN D. et VIAU C. – *Petite agriculture et capitalisme*. Paris, INRA, Série Economie et Sociologie Rurales, 1976.

29. MOLLARD A. – *L'exploitation du travail paysan*. Thèse Université Sciences Sociales, Grenoble, 1975.

30. ROSTOW W.W. – *The Stages of Economic Growth*. Cambridge, 1960.

31. FRANK A.G. – *The development of underdevelopment*, Monthly Review (4), 1966.

32. AMIN S. – L'accumulation à l'échelle mondiale. Dakar, IFAN ; et Paris, Anthropos, 1970.

33. LEVI-STRAUSS C. – *Race et Histoire*. Essai écrit en 1952 pour l'UNESCO. Paris, Gonthier, 1974.

34. AMIN S., Op. cit.

35. EMMANUEL A. – *L'échange inégal*. Paris, Maspero, 1969.

36. Une présentation claire et concise de l'argument essentiel de cette thèse peut être trouvée dans FURTADO C. – *Le Mythe du développement économique*. Paris, Anthropos, 1976.

37. AMIN S. – *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris, Ed. de Minuit, 1973, p. 292-296.

38. Dans *l'Utopie ou la mort*, Paris, Seuil, 1973, Dumont cite Emmanuel, Amin, Frank, Jalée, Bairoch, Mende dans la même note de bas de page.

39. De JANVRY A. – The political Economy of Rural Development in Latin America : an interpretation. *American Journal of Agricultural Economics* (57) 1975, p. 490-499.

40. De JANVRY A. – Inducement of Technological and Institutional Innovation : an Interpretative Framework, in *Resource Allocation and Productivity in National and International Agricultural Research*, ed. Arnold T.A. et al. Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, 1977, p. 551-63.

41. De JANVRY A. et DEERE C.D. – A theoretical Framework for the Empirical Analysis of Peasants. Non publié, Berkeley, Univ. of California, Mimeo, 1978.

42. Pour une présentation récente et globale de ce point de vue, voir SCHULTZ T.W. (éd.). – *Distortions of Agricultural Incentives*. Bloomington : Indiana University Press. 1978.

43. Les marxistes posent ce rôle comme un postulat qui, selon moi par exemple, devrait être considéré comme une hypothèse, certes intéressante, mais qui doit pouvoir être remise en cause.

44. C'est-à-dire le marxisme : AMIN S. – *L'accumulation à l'échelle mondiale*, op. cit. p. 20.

45. Pour une définition claire de ces termes voir JOHNSON G.L. et ZERBY L.K. – *What Economists Do About Values*. East Lansing, Michigan State University, 1973, p. 222-227.